# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 22 AOUT 1895. Fondée le 1er septembre 1827.



**L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.**
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 22 AOUT 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

| | |
|---|---|
| Un an | $12 00 |
| Six mois | 6 00 |
| Trois mois | 3 00 |
| Un mois | 1 00 |

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

| | |
|---|---|
| Un an | $3 00 |
| Six mois | 1 50 |
| Quatre mois | 1 00 |
| Trois mois | 75 |

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.


# L'ABEILLE

—DU—

# 1er SEPTEMBRE.

Pour demeurer fidèle à la tradition, nous publierons, cette année, le 1er septembre, une Revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1894-95 à la Nouvelle-Orléans.

Cette Revue renfermera tous les renseignements désirables sur les progrès du commerce et de l'industrie, l'état des récoltes, les cours des valeurs publiques et des matières dont l'abondance et la variété plairont même aux plus exigeants.

Ce numéro, présentant un intérêt plus qu'ordinaire, sera tiré à un nombre considérable d'exemplaires qui se répandront dans toutes les directions, autant dans les Etats voisins que dans les campagnes de la Louisiane et en ville.

L'occasion sera donc exceptionnelle—elle ne s'offre qu'une fois l'an—pour les annonceurs qui tiendront à s'adresser à un public nombreux.

Nous prions ceux qui veulent des exemplaires de ce numéro, quel qu'en soit le nombre, de nous en livrer la commande le plus tôt possible.

A partir du 1er septembre, l'*Abeille* publiera tous les jours deux feuilletons; et dans tous ses départements les améliorations seront sensibles.

La Direction garde l'espoir que ses amis et le public intelligent et bienveillant apprécieront ses humbles efforts.

## Le déficit du trésor.

Il y a, au Trésor de Washington, un déficit considérable. Il faut l'avouer, pour plusieurs raisons, dont la première qui pourrait nous dispenser de parler des autres, c'est qu'il n'y a pas moyen de le cacher. On l'a essayé, pendant plusieurs mois; mais il y avait, ici et là, des travaux commencés qu'on a dû laisser en souffrance ou ne pas poursuivre avec toute activité désirable, faute de fonds disponibles. Il y avait des travailleurs à qui l'on devait des gages assez considérables, et que l'on n'a pas payés avec la plus parfaite régularité. Pour gagner du temps, on a cherché chicane aux uns, inventé mille prétextes pour faire attendre les autres. De là, des réclamations, des criailleries qui se faisaient entendre de tous les côtés; de telle sorte que l'on s'est vu obligé de finir par ou l'on eut dû commencer, c'est-à-dire par avouer franchement la vérité, et déclarer que si l'on ne payait pas, c'est qu'on ne le pouvait pas.

A quoi bon, d'ailleurs, prendre tant de détours? Il n'y a pas de honte pour une administration, à confesser un état de choses qui n'est pas son œuvre, qu'elle n'a ni créé ni aggravé, et dont il serait injuste de lui faire porter la responsabilité.

Le désordre actuel des finances provient des mesures intempestives et antipathiques au peuple américain, que nous devons au système de tarif McKinley. Il fallait que ces mesures fussent bien fausses en elles-mêmes, puisqu'elles étaient de nature à faire tout à la fois les idées ultra protectionnistes, chères aux populations du Nord, et les vieilles rancunes qu'elles nourrissent, au fond de leur cœur, contre le Sud, depuis plus de trente ans.

Les républicains ont beau dire et faire, ils ne nous expliqueront jamais pourquoi ils ont aboli les anciens droits sur les sucres, auxquels le pays était parfaitement habitué, et qu'il savait être la principale source de ses revenus, pour leur substituer une prime qui était impopulaire avant même d'être mise et qui venait, fatalement, chaque année, creuser dans le trésor un vide que les anciens droits abolis parvenaient, auparavant, si heureusement et si régulièrement à combler. S'ils avaient voulu franchement protéger l'industtie sucrière, il n'avaient qu'à laisser subsister ce qui existait.

Là est la véritable cause des désordres de toute sorte qui se sont glissés dans nos finances. Le fait est lamentable; mais le parti démocrate n'a pas à en rougir puisque la faute en doit remonter à d'autres que lui.

Toutes les considérations qui précèdent, n'excusent pas les administrateurs qui voudraient priver nos plauteurs d'une indemnité qui leur revient de droit. Le vide du trésor n'est pas le fait de ces derniers. Donc, ils ne doivent pas en subir les conséquences et en porter la peine. Le vrai coupable était le Congrès; il a reconnu son erreur; il a cherché à la réparer. Qu'on le laisse agir comme il l'entend. Un pays ne bénéficie jamais d'une injustice; il en supporte la peine, tôt ou tard, mais infailliblement. Il y a des lois éternelles qu'on n'enfreint jamais impunément.

## UNE LETTRE DE GOUNOD.

A propos du chapitre des "Mémoires d'un artiste" dans lequel Gounod raconte qu'il avait été tenté, au retour de Rome, d'entrer dans les ordres, Candide publie dans le *Temps* deux lettres curieuses adressées par l'auteur de *Faust* à un camarade de jeunesse. Voici la dernière, où Gounod s'excuse—étant enfermé aux Carmes—de n'avoir pu assister au mariage de son ami :

*Dimanche, 7 novembre* 1847.

"Mon cher Bessozi,

Tu étais-loin, sans doute, de penser, lorsque tu m'écrivais, que j'étais depuis un mois interdit dans l'établissement des Carmes, où je vais sans doute passer les trois années d'étude et de retraite qui doivent me préparer au sacerdoce. Tu me vois l'homme le plus vraiment désolé de ne pouvoir pas assister à la sainte messe avec toi, le jour de ton mariage, et cela pour deux raisons: la première, c'est de ne pouvoir te faire le plaisir que tu me demandais; la seconde, c'est d'être privé du bonheur que j'aurais eu d'unir auprès de toi mes vœux à tous ceux dont tu seras l'objet ce jour-là.

Je ne sors des Carmes qu'une fois par semaine, et c'est le mercredi dans l'après midi seulement, parce que, ce jour-là, nous n'avons pas le cours de l'après-midi. Tu vois que je te réponds par une impossibilité absolue, puisque maintenant ma volonté s'est abaissée devant une règle de communauté religieuse, autrement, tu sais bien, mon cher bon ami, que j'aurais sans peine traversé Paris, et deux fois Paris dans une circonstance aussi décisive de ta vie, et aussi intéressante pour quiconque t'est véritablement attaché. Je pense que tu me considères comme faisant partie de cette dernière classe.

Je prierai le bon Dieu pour toi, mardi prochain, de tout mon cœur.

Crois-moi toujours ton bien sincèrement dévoué et affectionné.

CH. GOUNOD.

Aux Carmes, rue de Vaugirard.

P.-S.—Si jamais le vent du professorat te poussait vers mon gîte entre onze heures et demie et midi et demi, tu serais gentil de me donner un coup de pied et de me faire demander au parloir. (*Nota.* —Tu me donnerais le coup de pied avant de me faire demander) —G.

## Une dent royale.

L'arrivée à Paris du prince héritier du royaume de Siam est annoncée. A ce propos, on raconte, d'après un personnage de son entourage, comment on procède à l'extraction des dents de son royal père.

Quelque temps avant le départ de son fils pour l'Europe, le roi avait une dent cariée qui le faisait horriblement souffrir.

Pendant près de trois semaines les prêtres siamois s'opposèrent à l'extraction de la molaire, sous prétexte que les présages n'étaient pas favorables à l'opération.

Enfin, après nombreuses prières et offrandes, les augures déclarèrent que le ciel permettait au roi de confier sa mâchoire à un chirurgien.

Le roi, qui souffrait le martyre, ne se le fit pas dire deux fois et fit immédiatement venir un dentiste américain établi à Bangkok; puis, après avoir fait ses ablutions, il prit place sur son trône, entouré des grands dignitaires en costume de cérémonie.

Le dentiste opéra avec beaucoup de dextérité; le roi poussa un cri, mais presque aussitôt son visage se rasséréna: il était guéri.

Bientôt après la molaire cariée était exhibée sur un plateau d'or, et jusqu'à ses courtisans voulaient toucher leur souverain à l'occasion de cet heureux événement.

## La Réforme du Scrutin.

Il est toujours malheureux, qu'un peuple qui jouit de la plus parfaite égalité des droits, chez qui tout citoyen, sans aucune distinction, est souverain et prend directement part au choix de ses gouvernants, à tous ses degrés, en arrive à se dire: Il faut réformer notre scrutin, notre système électoral. C'est avouer ouvertement, soit qu'il est incapable d'exercer ce droit et de faire lui-même ses choix; soit qu'il se laisse intimider ou tromper par des violents et des intrigants; soit qu'il est accessible à la corruption et qu'il vend ses votes—auxquels cas il se reconnait indigne de la souveraineté dont il est investi, des privilèges dont il jouit.

Mais puisqu'il en est ainsi, puisqu'il n'en peut être autrement et que, d'ailleurs, il n'y a pas moyen de se passer du suffrage universel qui est le fondement même de tout le système gouvernemental, il faut travailler à l'épurer le plus possible et essayer par certaines lois et certains règlements de détails à défendre bon gré malgré le citoyen contre ses propres faiblesses.

La réforme du scrutin s'impose. Réformons-le le plus vite et le mieux possible. Il s'est formé dans ce but, le plus louable de tous, une ligue qui est merveilleusement bien organisée et fonctionne d'une façon très régulière et très efficace. Elle a déjà tenu une convention au cours de laquelle elle avait nommé un comité de direction; elle s'apprête à en tenir une seconde pour inaugurer la campagne qu'elle va entreprendre. Le président vient de nommer le Comité central d'Etat qui se compose d'abord d'un certain nombre de membres qui représentent l'Etat en général, d'un membre pour chaque paroisse rurale et, pour la Nouvelle-Orléans, d'un membre pour chacun de ses 17 wards. Tous les délégués doivent se réunir à la Nouvelle-Orléans, le 31 août, pour adopter un plan général de conduite, recevoir de la constitution les instructions qui doivent leur servir de guide et commencer immédiatement après la campagne; chacun d'eux, dans la paroisse où il doit exercer son action, dans les limites qui lui sont assignées.

Le branle est donné, le mouvement imprimé; l'emeute est parfaite, l'œuvre noble et digne de stimuler le zèle de vrais patriotes.

Il faut en finir avec toutes nos misères électorales, éloigner les éléments impurs, écarter les incapables là où il s'en trouve et établir le scrutin dans des conditions telles que l'intimidation et la corruption y deviennent impossibles. Ce sont les bons fonctionnaires qui font les bons gouvernements, comme ce sont les bons électeurs qui font les bons fonctionnaires.

## Encore un Souvenir de 1870.

Puisque les Allemands célèbrent les victoires des leurs, il est peut-être bon de rappeler les belles actions des Français.

Le 9 août 1870, l'ennemi se présentait au fort de la Petite Pierre, situé à vingt kilomètres de Saverne, dans un défilé des Vosges.

La garnison du fort se composait, en tout, de trente-trois hommes, commandés par le capitaine Monton.

Le jour où les envahisseurs arrivèrent, ce dernier était gravement malade et le commandement était pris par le sergent-major Eugène Boelitz.

Eugène Boelitz, avec ses trente et un hommes valides, comprit bien vite que la résistance était absolument impossible.

Néanmoins, il ne voulait pas se rendre. Que faire?

Il n'hésite pas.

Il fait enterrer ses cartouches, noyer ses poudres, enclouer ses canons, puis, à la tête de sa petite garnison, qui emmenait, couché sur un brancard, le brave capitaine Monton, sans connaissance, il parvient, à la faveur des ombres de la nuit, à évacuer la place sans être vu.

Le lendemain matin, les Allemands pénétraient, avec mille précautions, dans une forteresse,... déserte!

Dans sa séance du 6 mai 1872, le conseil d'enquête approuva hautement l'adresse et l'initiative du sergent-major et lui vota de chaleureuses félicitations.

Et quelques jours après, Eugène Boelitz, qui avait été nommé officier, fut invité à dîner par M. Thiers, président de la république, qui lui remit la croix de la Légion d'honneur,

Eugène Boelitz était en outre décoré de la médaille militaire, de la médaille coloniale et de la médaille du sauvetage.

Ce héros s'éteint [illegible] à Strasbourg [illegible]

# MADAGASCAR.

## Une curieuse missive—L'"alter ego" de Rainilaiarivony—Pour combattre les Vazahas.

Par lettre en date du 3 juillet 1895, le général commandant en chef le corps expéditionnaire de Madagascar a adressé la copie d'une lettre du sieur Rasangy, secrétaire et *alter ego* du premier ministre Rainilaiarivony, lettre adressée au commandant des forces hovas et trouvée dans une tente du camp pris le 30 juin par les troupes françaises.

Voici la traduction de cette lettre:

"*Tananarive*, 26 *juin* 1895.

"*Rasangy à Rainitanjalahy, 14e honneur, et Ravenya, 10e honneur (écrit de la main même de Rasangy).*"

Après les compliments habituels, la lettre poursuit ainsi:

"Voici quelques idées que je désire vous suggérer. Vous savez que nos troupes à Tananarive qui sont parties avant vous et celles qui sont parties en même temps que vous ne proviennent pas d'un même corps d'armée, mais qu'elles ont été prises dans différents corps; aussi convient-il de donner à ces troupes la cohésion qui leur manque, pour qu'il ne se produise pas de cohue, si l'on désigne, pour marcher, une fraction quelconque de votre troupe. Je crois qu'il faut, pour arriver à ce résultat, faire faire de fréquents exercices chaque fois qu'il sera possible.

### Etudes historiques.

"D'après les histoires des Vazahas que j'ai lues, relatives à la guerre, il ressort qu'il ne faut pas, dans une guerre avec eux, les attaquer de loin, mais faire tout pour les approcher le plus possible, car les attaques de loin ne peuvent que fournir un aliment aux canons et aux fusils; tandis que, dans les attaques de très près, il convient d'employer les couteaux, les sagaies et les haches; c'est le moyen de réussir, surtout si on utilise en même temps les fusils.

"Il serait bon aussi, à mon avis, de répartir les aides de camp, quel que soit leur nombre, parmi les troupes; car non seulement il doivent posséder tous de bonnes armes, mais encore ils augmentent le nombre des soldats.

"La lettre du premier ministre, que vous recevrez en même temps que celle-ci, vous indique ce que vous devez faire au sujet des fortifications; exécutez scrupuleusement ces ordres dans la mesure de ce que vous croirez devoir faire.

### Eclaireurs et espions.

"Je vous recommande ce que je vous ai écrit déjà au sujet des éclaireurs et des espions; de plus, organisez une police secrète qui vous permette de ne pas laisser connaître à l'ennemi ce qui se passe dans nos camps ou dans nos places fortes, car un des plus grands moyens des Vazahas, moyen qu'ils pratiquent d'une façon parfaite, c'est d'avoir des amis dans le camp de leurs ennemis.

"S'il vous est possible de vous créer des intelligences dans le camp des Français, de façon à connaître leurs intentions et tous leurs mouvements, je crois que cela vous sera d'une grande utilité. Faites connaître sagement et secrètement l'état des officiers et des troupes que vous avez en mains. N'oubliez pas notre conversation à Ambavahadimitafo, relative aux kabary d'encouragement à faire aux soldats. Il conviendrait aussi de leur faire connaître, soit par des kabary, soit par de fréquentes conversations, le but des Français dans cette guerre, c'est-à-dire l'anéantissement et la suppression des Hovas comme nation; aussi, toutes les assurances de confiance qu'ils pourront répandre sont des leurres, car cela, à Dieu ne plaise, si les Français s'emparent de Madagascar, il est impossible de donner une idée des supplices qu'ils feront subir aux habitants. Aussi, dans un pays qu'on appelle Dahomey, dont ils viennent de s'emparer dans l'Afrique Ouest, ils ont déjà pris 800 soldats noirs du pays pour les envoyer ici en expédition; et cependant ces hommes sont sous leur dépendance depuis un mois seulement.

### A la marmite!

"Pour terminer, n'oubliez pas que, d'un côté, Ralambotsirafo, 13e honneur, et ses troupes forment votre aile droite; ils doivent aller à Antonyandrahaja et à Ambalijanakomby que les Français dégageront; enfin, d'autre part, votre aile gauche, par la rive ouest (droite) de l'Ikopa, permettra de jeter dans la marmite les Français quand ils abandonneront Mevatanana pour aller en avant, si les forces dont vous disposez vous le permettent.

"Confiez votre corps à Dieu, demandez-lui de vous aider et employez tous les mauvais procédés. Répandez cela dans vos camps.

"Vivez, etc."

### UN HÉROS.

Ils sont vraiment bien touchants, les détails qui arrivent sur la mort du colonel Gillon, victime de Madagascar.

Il est mort moins de son mal que de la patriotique obstination avec laquelle il a lutté contre la maladie pour pouvoir rejoindre ses troupes.

Vaincu par la maladie, il avait consenti à redescendre dans une canonnière le fleuve Bombetoka, pour obéir aux médecins et venir se faire soigner à bord du *Shamrock*, lorsque quelqu'un eut la malheureuse idée de lui dire qu'une action contre Mevatanana était imminente.

La nouvelle était prématurée, mais elle fit dresser la tête au colonel Gillon.

—Comment, dit-il, je ne serai pas à la tête de mes troupes à un pareil moment! Débarquez-moi tout de suite.

On le débarqua. Et il remonta à cheval, luttant jusqu'au bout, plus qu'il n'était permis, mais qui osera le blâmer?

A ses obsèques, les larmes se dissimulaient mal sur leurs moustaches grisonnantes.

Détail qui n'a pas été donné encore: une immense feuille de palmier était portée par un groupe d'officiers comme un drap mortuaire.

### Album fantaisiste:

Etant donné que les cochers d'omnibus ont la déplorable habitude de fumer la pipe et de cracher à tout instant, on peut donner ce sage conseil aux habitués de l'impériale:

[illegible] un cocher pour [illegible]

## Le Canal de Nicaragua et les Anglais.

Nous avons toujours dit, nous le répétons encore aujourd'hui, les Américains ont fait une lourde faute, quand ils ont hésité à jeter leurs capitaux dans l'entreprise du Canal de Nicaragua. Devant une affaire dont le succès était si certain, dont les conséquences devaient être immenses, il n'y avait pas à tergiverser, il fallait aller de l'avant, coûte que coûte, sans s'inquiéter de ce que l'on pouvait dire au dehors. En lésinant, en remettant au lendemain ce qu'il fallait faire le jour même, on laissait à la rapace Angleterre le temps de réfléchir, de préparer ses batteries, de prendre toutes ses mesures pour s'opposer à l'exécution du projet.

C'est, en effet, ce qui se passe aujourd'hui, comme on peut le voir par nos dépêches de ce matin. Justement, il vient d'arriver au pouvoir un nouveau cabinet qui éprouve le besoin de faire montre de son patriotisme. Pour un peu, il ferait de la construction du canal en question un *casus belli*. Il nous ramène au bon vieux temps du traité Clayton-Bulwer, la plus grande faute politique qu'aient faite les Américains, mais qui ne donne nullement aux Anglais les privilèges qu'ils réclament. Ils voudraient, de gré ou de force, avoir une large part dans les actions de la compagnie, afin de pouvoir entraver l'action des Etats-Unis. Nous ne voyons nullement la nécessité de leur intervention dans une pareille entreprise.

Elle a été conçue sans eux; elle peut être exécutée sans eux. Qu'ils conservent, dans l'Amérique Centrale, le coin de terre où l'on a eu la sottise de les laisser s'installer, soit; mais qu'ils partent de là, pour empêcher les Etats-Unis de faire ce qu'ils veulent dans le Nicaragua, c'est ce que nous ne comprenons plus. S'ils prétendent exercer le contrôle de la région des isthmes, qu'ils le disent franchement, et l'on verra alors ce que l'on aura à faire. Entre le traité Clayton-Bulwer et la doctrine Monroe, nous n'hésiterons jamais.

Laissons donc dire les Anglais et marchons. Les articles de leurs journaux ne sont pas pour nous effrayer. Nous ne savons que trop bien ce que l'Angleterre entend par "neutralité" d'un territoire; c'est la main mise par elle sur ce territoire. Que les Américains se souviennent de l'Egypte—la leçon est bonne—et qu'ils agissent en conséquence.

## UNE CONFÉRENCE.

M. Henri Mager, délégué de Diego-Suarez vient de faire sous les auspices de la chambre de commerce de Bordeaux, dans le grand amphithéâtre de l'Athénée, une très intéressante conférence sur Madagascar.

Dans la première partie de son discours, M. Henri Mager a recherché les conditions d'une bonne politique dans la grande île. Faut-il annexer? Faut-il protéger Madagascar?

M. Henri Mager est d'avis que la question peut se poser ainsi: un traité avec les Hovas ne pourrait nous donner le protectorat de Madagascar; puis les Hovas ne sont pas maîtres de Madagascar. Ils ne tiennent pas même le tiers de l'île sous leur despotisme. Il faut en revenir aux instructions données au commandant Gourbeyre en 1829 et agir près de chacune des peuplades de l'île.

M. Henri Mager résume sa pensée dans cette formule: annexion de Madagascar; protectorat de ses provinces ethnographiques.

Dans la seconde partie de la conférence, M. Henri Mager, rappelant les paroles prononcées à Nantes par M. Lebon, ministre du commerce, et à Bordeaux même, par M. Ribot, président du conseil, demande à la chambre de commerce de Bordeaux de se joindre aux industriels de la région rouennaise qui, sur l'invitation de M. H. Mager, ont décidé d'étudier la condition des marchés malgaches et voté la création d'un bureau permanent d'informations commerciales à Madagascar.

PARADOXES ET VÉRITÉS.

[illegible]

# DEPECHES

## Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

### Accident à la Baie St-Louis.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baie St-Louis, 21 août—Ce matin, au moment où M. et Mme George Sick quittaient leur résidence pour une promenade en voiture, leur cheval a pris peur et s'est emporté.

Mme Sick est d'abord tombée de la voiture, puis M. Sick a été projeté violemment à terre. Le cheval a ensuite sauté par dessus une barrière et a mis la véhicule en pièces.

M. et Mme Sick ont été beaucoup contusionnés, mais le docteur Turner, qui les soigne, déclare n'avoir découvert aucune fracture, et que ses patients ne sont pas grièvement blessés.

M. et Mme Sick ont échappé miraculeusement à un grave accident. Ils sont au lit, incapables de marcher ou de s'asseoir.

### Mort de M. Etienne Lainer à la Bay St-Louis.

Dépêche Spéciale à l'Abeille.

Bay St-Louis, 21 août—M. Etienne Lainer, âgé d'environ 56 ans, est mort aujourd'hui à midi des suites de blessures reçues dans la nuit du samedi 10 août dernier.

En compagnie de M. Adolphe Anderson et de plusieurs autres, il était parti pour lancer à l'eau un bateau, quand la voiture transportant le bateau et les personnes a versé. Dans la chute, MM. Lainer et Anderson ont été meurtris et blessés.

M. Lainer est resté inconscient pendant plusieurs jours, et on craignait de lui voir perdre la raison. Il a recouvré la parole samedi dernier, et l'impression était qu'il pourrait se rétablir.

Il laisse une famille nombreuse pour pleurer sa mort infortunée.

## Nouvelles Etrangères.

### Collision en Mer.

Presse Associée.

New Haven, Angleterre, 21 août—Les détails obtenus au sujet de la collision, hier après-midi, entre le steamer à fret Lyon, de la ligne de New Haven à Dieppe, France, et le steamer à passagers Seaford, de la même ligne, à la suite de laquelle ce dernier navire aurait coulé à pic avec 255 passagers et 14 hommes d'équipage, montrent que le Seaford, qui avait quitté Dieppe à 1 heure 30 de l'après midi, a été frappé à babord par le Lyon.

Le Seaford a fait eau immédiatement et a coulé vingt minutes après la collision. Pendant ce temps, le capitaine avait donné l'ordre de mettre les bateaux de sauvetage à la mer, et les passagers ont été rassurés par les officiers. Il n'y a pas eu la moindre panique, le Lyon avait la proue défoncée mais il n'était pas en danger de couler; il s'est rangé près du Seaford et a recueilli les passagers et l'équipage.

Un grand nombre de dames se trouvaient à bord; une seule, une demoiselle Flynn, de New York, est tombée à l'eau. Elle a pu se rendre à Londres aujourd'hui.

Les passagers ont perdu tous leurs bagages. Quelques uns en estiment la perte totale de 50 à 100,000 dollars.

### L'attaque du Collège américain de Tarsus.

Presse Associée.

Constantinople, 21 août—Le conseil des Etats-Unis à Beyrouth, M. Thomas R. Gibson, a reçu l'instruction de se rendre à Tarsus pour procéder à une enquête sur l'attaque récente du collège américain de cette ville.

A la demande du ministre des Etats-Unis, M. Alexander W. Terrell, le vali d'Erzeroum fournira une escorte suffisante à M. Wm A. Sachtelben, de New York, qui part à la recherche des restes de Frank G. Lenz, de Pittsburg, assassiné dans son voyage en bicycle à travers l'Arménie.

Le nouveau consul américain d'Erzeroum attend toujours son exequatur.

### Annonce officielle du paiement de la réclamation Mora.

Presse Associée.

Madrid, 21 août—Un crédit de $1,500,000 pour le paiement de la réclamation Mora a été annoncé aujourd'hui dans le journal officiel.

## Nouvelles Américaines.

### Grand mariage à Albany.

Presse Associée.

Albany, état de New-York, 21 août—Le mariage de Mlle Mary Elizabeth Manning, plus jeune fille de l'ex-ministre du Trésor, Daniel Manning, avec Jules Cornelius Von der Oudermeulen, fils du secrétaire privé de la reine de Hollande, a eu lieu aujourd'hui à midi, à la Cathédrale de tous les Saints à Albany.

La cérémonie a été privée par suite de l'absence de la famille de M. Von der Oudermeulen. En dehors des proches parents de Mlle Manning, les invités étaient Mme Andrews, de New-York; l'oncle de la mariée, M. John B. Manning; M. et Mme Foster; Mme William Antwerp, et M. et Mme Fred. Niz, tous d'Albany.

Mlle Delhany accompagnait la mariée, et Frederik C. Manning le marié.

Un déjeuner a été servi après la cérémonie à la résidence de Mme Jas. C. Delaney. Les mariés partiront ensuite pour la Hollande. A leur retour à la Haye un second mariage aura lieu, suivant le maire de la ville.

Mme Von der Oudermeulen [illegible] suite présentée à la cour.

La [illegible]

## Un Train Dévalisé.

Presse Associée.

Gothenburg, Nebraska, 21 août—Un peu après minuit, la nuit dernière, le train No 8 de l'Union Pacific, allant à l'est, a été arrêté à Buttermilk Hill, à environ 2 milles de ce côté de Brady Island. Il y avait trois hommes, d'après le conducteur du train, Flynn.

Deux ont pris le train à Brady Island, se sont dirigés vers le tender après le départ, et ont forcé, le révolver au poing, le mécanicien et le chauffeur à se rendre au wagon de bagages.

Ils y sont entrés après que le mécanicien ont averti l'employé que les bandits tenaient leurs fusils braqués sur lui. L'employé a dû ouvrir le petit coffre-fort.

Pendant ce temps, le chauffeur s'échappait, et, détachant la locomotive, partait à Ogdenburg pour ramener de secours. En quelques instants vingt volontaires étaient prêts, mais les voleurs avaient disparu quand ils sont arrivés sur les lieux.

Les voleurs portaient des chapeaux noirs et des masques. Ils étaient d'une taille d'environ cinq pieds dix pouces et devaient peser environ 150 livres.

Leurs vêtements étaient grossiers et ils étaient venus évidemment à cheval des collines voisines.

Les vitres du wagon des bagages ont été brisées par l'explosion produite par l'ouverture du coffre-fort. Les voleurs étaient des experts dans le maniement des explosifs. Le bruit a effrayé les voyageurs, mais ils n'ont pas été molestés.

Le contre-maître de la station de Vrehman a vu des individus rôder autour de cette place depuis plusieurs jours; il en a donné le signalement exact.

Des groupes de citoyens sont partis de North Platte et de Brady Island, et tous les efforts sont faits pour prendre les voleurs avant leur disparition de la contrée.

Il a été impossible d'apprendre le montant volé.

## La Convention Démocratique de l'Ohio.

Presse Associée.

Springfield, Ohio, 21 août—La convention démocratique de l'Ohio s'est réunie aujourd'hui dans des circonstances particulières. Ordinairement, les luttes ont lieu au sujet de la désignation des candidats, mais les luttes d'aujourd'hui étaient entre des factions rivales qui voulaient siéger, entre des factions au sujet du programme, et entre divers éléments opposés sur presque tous les points, excepté les noms des candidats à placer sur le ticket.

Les partisans de la frappe libre avaient compris dès hier qu'ils étaient en minorité, mais quand le comité des pouvoirs a eu réduit considérablement leur nombre, la nuit dernière, en déclarant admissibles les "Brice Belters" de Cleveland, ils ont résolu de créer des troubles sur l'éligibilité des membres, sur les résolutions et sur toutes choses présentées.

Quand les délégués se sont assemblés à la mairie, il n'y avait pas de candidate favorite; tout l'intérêt se portait sur les troubles qu'allaient causer les partisans de l'argent.

L'ex gouverneur Campbell et les autres leaders ont été sur pied toute la nuit. Il a déclaré qu'il se lèverait dans la convention et refuserait la candidature si elle lui était offerte.

L'ex-congressman McMahon, le congressman Sorg, par l'organe de son secrétaire, le colonel Kilbourne par ses amis, et plusieurs autres mentionnés comme candidats probables, ont également fait annoncer qu'ils refuseraient toute candidature.

Les Silveristes se sont réunis et ont décidé de ne pas avoir un seul partisan de la frappe libre sur la liste des candidats, s'ils pouvaient l'empêcher.

Plusieurs querelles ont marqué les meetings de la nuit dernière, et l'animosité régnait toujours quand les délégués se sont assemblés ce matin.

Les partisans de Brice étaient présents, et leur seul but était d'éviter de nouveaux troubles.

Ils semblaient conciliants, mais la minorité a déclaré qu'elle avait offert le rameau d'olivier et qu'il n'avait pas été accepté.

Le sénateur Brice a été l'objet d'une ovation quand il est entré dans la salle. Le gouverneur Campbell a été également reçu par des applaudissements. Le lieu de réunion était magnifiquement décoré, mais trop petit pour contenir tous ceux qui avaient reçu des billets d'admission.

Il était 10 heures 10 minutes quand le président du comité de réception, M. A. Smiley, a appelé la convention à l'ordre. La prière a été dite par le professeur S. F. Breckenridge; puis le sénateur C. S. Brice a été présenté comme le président de la convention et a prononcé un discours.

### Considéré Perdu.

Presse Associée.

Seattle, Etat de Washington, 21 août—Le schooner Geo. White, parti le 14 juillet dernier avec 14 hommes d'équipage, n'a pas été signalé depuis cette époque et est considéré perdu corps et biens. Paul Poison, de Lecouver, en était le propriétaire, et Justin Chinoweth s'était embarqué sur le navire pour chasser.

Le 25 octobre 1894, M. Norton a reçu une lettre du capitaine du schooner annonçant qu'il se disposait à partir pour les tropiques afin de rencontrer le troupeau de phoques à fourrures et le suivre dans les mers du Nord. Son équipage comprenait le capitaine J. M. Wheeler, le maître d'équipage Steve Barcich, le quartalier M. Butler, le domestique James Carter, et les chasseurs Van Deiz, Justin Chinoweth, Richard Farmer, Louis Burrell, Jno. Harrison, Charles Swanson, Robert Baxter, Henry Porter et un autre dont le nom n'est pas connu.

### Une nouvelle comète.

Presse Associée.

Robe Mountain, Californie, 21 août—Le professeur Swift a découvert une nouvelle comète dans la constellation du Bouvier. Elle suivait une période d'ascension droite de 27 minutes 40 secondes. Son inclinaison était de 9 degrés 10 minutes.

Elle est très brillante et n'a pas de [illegible] sensible.

Elle se dirige lentement vers le nord-[illegible]

### Révoqué.

Presse Associée.

Washington, 21 août—M. F. Lyon, [illegible] Californie, [illegible] Cabinet [illegible] ne doit pas accorder une [illegible] à cette nouvelle. C'est, [illegible] une histoire imaginée de toutes pièces.

## L'invasion du Japon par l'Armée du Salut.

Presse Associée.

Oakland, California, 21 août—Geo. S. Montgomery, un millionnaire, membre de l'Armée du Salut, organise une expédition pour envahir le Japon et christianiser les habitants. Son plan a reçu l'approbation du général Booth, qui va envoyer quelques recrues de Londres. L'expédition partira dans un mois. Elle sera placée sous le commandement d'un lieutenant japonais converti et admis dans l'armée à San Francisco.

## Agent général de la délégation cubaine.

Presse Associée.

Tampa, Floride, 21 août—Le colonel Fernando Figueredo a reçu la nuit dernière de Tomas Estrada Palma sa commission d'agent général de la délégation cubaine.

## Service Civil.

Presse Associée.

Washington, 21 août—Le Président a signé aujourd'hui un ordre étendant le service classifié aux imprimeurs et aux presseurs des divers départements de l'exécutif.

## La catastrophe de Denver.

Presse Associée.

Denver, Colorado, 21 août—Une découverte faite dans les ruines de l'hôtel Gumry donne à prétendre que W. B. Owen, un riche capitaliste, maire de Hebert, Indiana, est parmi les victimes, malgré l'absence de son nom sur les registres.

On a trouvé dans les débris deux chemises marquées des initiales W. B. O., et dans la poche d'un gilet des cartes portant le nom de W. B. Owen, président du Terra Cotta Lumber Company, dont le bureau central est à Chicago, ainsi qu'un sac de toile contenant des échantillons de sable fin et d'argile.

M. W. B. Owen avertit généralement le secrétaire de la compagnie, R. A. Young, quand il se rend à Denver, mais il ne l'avait pas fait cette fois. C'était également sa coutume de descendre à l'hôtel Brown. Le secrétaire Young dit qu'il ne peut croire que M. Owen est à Denver, mort ou vivant. Le maire de Hobart s'intéressait depuis quelque temps à des expériences de fabrication de briques d'argile, et il était naturel, ajoute M. Young, qu'il emportât avec lui des échantillons des matières employées dans son immense fabrique de briques vitrifiées de Cleveland, Ohio.

## Les Etats-Unis et l'Angleterre.

Presse Associée.

Londres, 21 août—La *Gazette de St-James* publie cette après-midi un article sur les relations entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis au sujet du canal du Nicaragua. Le journal dit qu'une excellente mesure serait de demander à la Chambre des Communes, sur cette question, quelques explications à l'honorable Geo. N. Curzon, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

La feuille fait ensuite les remarques suivantes:

D'après ce qu'on peut voir, nous marchons droit à une crise, et il y aura une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, ou les Anglais abandonneront des droits importants que leur confèrent les traités. La rupture des relations peut être évitée par la discrétion avec laquelle le Foreign office traitera cette affaire; quand à l'abandon des droits, une telle circonstance ne doit pas se présenter.

S'il se présente une situation qui permettra aux Etats Unis d'ignorer l'Angleterre dans l'Amérique Centrale, on pourra alors abandonner tout espoir de retenir notre commerce avec les républiques espagnoles, sur les marchés desquelles nous souffrons déjà si exceptionnellement de la concurrence des Américains et des Allemands.

La *Gazette de St-James* procède ensuite à l'historique du canal du Nicaragua et dit que la garantie de nouveaux capitaux par les Etats Unis serait une infraction au traité Bulwer Clayton.

Après avoir cité la partie du message de 1894 du Président Cleveland relative au Canal, le journal ajoute:

Ces paroles soigneusement étudiées avaient pour but de créer le minimum de défiance au Foreign Office de Londres, mais si on les examine au point de vue de l'insistance des Américains pour un support moral de la part du gouvernement des Etats-Unis, et de la demande constante de la population pour la garantie du capital, quel que soit ce qui puisse arriver, il est clair que ce n'est pas tant la construction du canal qui est désirée, mais l'établissement définitif de l'autorité des Etats-Unis dans l'Amérique Centrale.

Les affaires resteraient normales si le canal était construit par le public des Etats-Unis. Il est vrai que le syndicat américain a recherché l'assistance financière anglaise, parce que le gouvernement des Etats-Unis n'accordait pas la garantie; mais les négociations ont été abandonnées, car on n'offrait pas aux capitalistes anglais la part de contrôle qui leur revenait, ce qui est suffisant pour montrer le pouvoir exclusif que les Américains ont l'intention d'exercer.

Le point principal de la question est celui-ci: le gouvernement a-t-il l'intention d'exiger l'exécution du traité Bulwer-Clayton? S'il en est ainsi, quand se joindra-t-il au gouvernement des Etats-Unis pour garantir le capital? Si non, quelles mesures ont été prises pour garantir la neutralité du canal et l'égalité de droits des citoyens anglais?

Il est concevable que les événements peuvent prendre très prochainement une telle tournure, que les Etats Unis seront pratiquement maîtres de l'Amérique Centrale, mais avant notre consentement, toute abrogation du traité Bulwer-Clayton doit être faite par nous.

## L'affaire de la réclamation Mora.

Presse Associée.

Washington, 21 août—Il n'y a aucun fondement dans l'histoire rapportée hier soir par la "Presse Unie," annonçant que l'intention du gouvernement de Washington est d'envoyer la flotte de l'amiral Bunce s'empar